

Le Conseil européen de l'industrie chimique

Alain Perroy (67),
directeur général du Conseil européen de l'industrie chimique



D.R.

Le Cefic
www.cefic.org

Le Conseil européen de l'industrie chimique (Cefic), établi à Bruxelles depuis 1972, rassemble les fédérations chimiques de 25 pays européens (les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et les pays candidats à l'Union européenne) et plus de trente grandes sociétés chimiques mondiales ayant en Europe leur siège ou des opérations industrielles et commerciales importantes.

Le Cefic groupe également une bonne centaine de groupes sectoriels européens représentatifs des différents domaines d'activité de la chimie et indirectement, à travers les fédérations nationales, quelque 34 000 PME.

Le Cefic emploie 140 personnes et coordonne à travers ses dix "Programmes" les travaux de plus de 4 000 cadres ou experts délégués par ses membres.

Ainsi, le Cefic représente les intérêts de la chimie auprès des institutions européennes et internationales. Il initie et gère les actions et programmes d'intérêt commun dans des domaines tels que la compétitivité, l'énergie, les transports, la sécurité, l'environnement, la recherche, la formation.

La chimie est un acteur important de l'économie européenne

Fait trop souvent méconnu, la chimie reste le secteur industriel où l'Europe est restée en tête du peloton depuis la révolution industrielle du XIX^e siècle ; avec un chiffre d'affaires 2000 de près de 460 milliards d'euros, la chimie européenne représente 31 % de la production mondiale, devant les USA (30 %, pourcentage qui s'est accru ces dernières années du fait notamment de la parité \$/€) et le Japon (15 %). Elle a contribué aux exportations européennes pour 131 milliards d'euros, et procuré à la balance commerciale de l'Union européenne un surplus de € 57 milliards en 2000, le plus important de tous les secteurs industriels. Beaucoup des grands noms connus de la chimie sont européens (huit des treize sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards d'euros) mais la chimie européenne c'est aussi un ensemble de 34 000 entreprises de taille moyenne qui contribuent à la dynamique du tissu industriel.

L'industrie chimique emploie directement 1,7 million de personnes, auxquels s'ajoute le million d'emplois qu'elle génère auprès des secteurs qui en dépendent.

L'importance de la chimie pour la santé et la dynamique de l'économie européenne se mesure aussi, au-delà du poids direct de ce secteur dans le PIB, par sa contribution à la vitalité des secteurs clients. Par ses produits et ses innovations, la chimie européenne sert pratiquement tous les compartiments de l'industrie, l'électronique, la construction aéronautique et spatiale, la santé, les industries du sport et des loisirs, le bâtiment, la construction automobile, l'alimentation, les industries de l'environnement, etc. Pour beaucoup, notamment les secteurs de haute technologie, la qualité et la performance des produits chimiques constituent une clef d'accès aux innovations.

Il n'y a donc pas d'économie européenne prospère sans une industrie chimique solide, capable de faire face à la compétition mondiale et disposant des ressources et des opportunités nécessaires pour maintenir son niveau de compétitivité et sa capacité d'innovation et maintenir une offre large de produits.

La chimie, un acteur engagé pour la protection de la santé, de la sécurité et de l'environnement

Usines chimiques et produits chimiques sont pour beaucoup synonymes de risques et de pollutions. Il y a sans nul doute un héritage du passé en matière de comportement environnemental ; la montée en puissance de la préoccupation environnementale et la prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques, donc l'émergence de réglementations, et dans les décisions d'investissement et les actes de management datent des années soixante-dix, postérieurement au formidable développement de l'industrie chimique en Europe après la Seconde Guerre mondiale. Un écart s'était créé entre la réalité et les attentes nouvelles de protection ; les comportements n'ont sans doute pas toujours été exemplaires.

Par nature, ayant à manipuler des produits dangereux et à exploiter des procédés à risques, la chimie a déve-

loppé une culture de sécurité forte, d'abord tournée vers l'hygiène et la sécurité de son propre personnel.

Ce n'est pas un fait du hasard si, en Europe comme dans tous les pays industrialisés, la chimie peut se targuer d'afficher la performance sécurité du travail la plus élevée de tous les secteurs. Cependant, nous avons tous en mémoire, dans notre industrie, les graves accidents industriels que nous avons connus ; l'explosion de Toulouse est, hélas, venue nous rappeler que nos usines pouvaient encore être le théâtre d'événements dramatiques.

Noter que durant les cinquante dernières années le tribut payé par la société aux activités chimiques reste faible au regard des drames quotidiens de la route et aux accidents du transport aérien et d'autres secteurs n'est certainement pas manquer de respect pour les victimes ni de considération pour la douleur des familles. Simplement ces accidents industriels sont inacceptables et perçus comme tels.

Face à cette exigence, la chimie, en Europe et dans le monde, a développé une réponse originale : le programme "Responsible Care".

Responsible Care est un changement d'attitude, l'amélioration continue des performances relatives à l'environnement et la sécurité, la communication.

Responsible Care est l'engagement de l'industrie chimique mondiale à améliorer les performances hygiène, sécurité et environnement (HSE) de ses produits et procédés d'une façon qui réponde aux questions de tous les intéressés (*stakeholders*) comme le public, les autorités, ses clients, son personnel.

Responsible Care est aussi l'affirmation d'un changement d'attitude de l'industrie. Au-delà d'un simple respect de la réglementation elle veut tenir compte des effets de ses procédés et de ses produits tout au long de leur vie pour les améliorer et en minimiser l'impact.

C'est accepter le droit du public de savoir et donc avoir une attitude plus transparente en ce qui concerne les caractéristiques de ses procédés, les propriétés de ses produits.

C'est communiquer pour améliorer la perception de l'industrie par toutes les parties prenantes, en premier lieu le grand public et les autorités : c'est ainsi que nous voulons conserver notre permission de fonctionner.

Ce changement d'attitude est concrétisé au niveau national par des principes directeurs que les dirigeants de société doivent signer pour démontrer leur engagement et leur détermination à mettre en œuvre le Responsible Care. Ces principes se trouvent sur les sites Internet des associations de producteurs de produits chimiques, par exemple www.uic.fr pour la France.

Actuellement 46 pays où s'effectue plus de 85 % de la production chimique mondiale en volume participent à l'initiative.

L'amélioration des performances s'obtient par l'identification, la promotion des bonnes pratiques de management et leur diffusion par le partage d'expérience. On passe donc dans le domaine de l'environnement de sociétés en compétition à des sociétés acceptant de s'entraider à travers leurs associations. Les domaines généralement couverts par ces pratiques sont : la préparation aux situations d'urgence, le dialogue avec les communautés locales, la gestion de l'environnement, la sécurité des procédés, l'hygiène et la sécurité au travail, la sécurité de la distribution et la gestion responsable des produits (*Product Stewardship*).

C'est ici que s'établit la liaison avec les standards de systèmes de management normalisés par l'ISO : ISO 900x et ISO 14001. Le *Responsible Care* reconnaît le droit à ses membres de s'organiser comme ils l'entendent pour satisfaire leurs engagements et il

considère que les systèmes de management dits "orientés process", c'est-à-dire utilisant le cycle de Deming, sont d'excellents outils à utiliser pour y parvenir.

La communication doit s'effectuer à tous les niveaux ; local, national, global et sous la forme de dialogue : il s'agit autant d'écouter que d'émettre. Cette communication doit être confortée par des données concrètes sur les performances réelles de l'industrie. La plupart des sociétés chimiques et leurs associations publient régulièrement des rapports incluant des données importantes sur les performances sécurité et environnement. Ces rapports font état de réductions drastiques des pollutions traditionnelles, émissions dans l'air, rejets dans l'eau, production de déchets. Un autre exemple est la contribution de l'industrie chimique européenne aux objectifs de Kyoto sur le changement de climat : notre prévision est que, de 1990 à 2010, les rejets de gaz à effet de serre de la chimie européenne auront diminué de 30 % en valeur, soit 100 millions de tonnes équivalent CO₂, cette contribution représentant à elle seule un tiers de l'objectif que l'Europe s'est donné à Kyoto.

L'ICCA (l'International Council of Chemical Associations) est responsable de la "governance" de *Responsible Care*. Un groupe mondial, en charge du programme, a identifié et décrit huit caractéristiques fondamentales du *Responsible Care* qui doivent se retrouver dans les initiatives des sociétés et des associations. Ces huit principes couvrent la stratégie générale du *Responsible Care* qui est la mise en place d'un comportement et de pratiques de management qui permettent d'améliorer de façon continue les performances environnementales, de communiquer sur ces performances en répondant aux inquiétudes du public et donc de maintenir pour l'industrie chimique son autorisation d'opérer.

Ces huit principes fondamentaux sont les suivants :

- signature de principes directeurs,
- encouragement à la participation de tous,
- bonnes pratiques (codes et guides),

- partage d'expérience,
- communication,
- marque et logo,
- indicateurs de performance,
- vérification de la mise en place des bonnes pratiques de management.

Perception et réalité

La production et l'innovation de l'industrie chimique ont fortement contribué à la solution de la plupart des besoins humains tels que la nourriture, l'habillement, la construction, le transport, la santé et partant, au prolongement de notre espérance de vie, l'informatique, les loisirs et même l'esthétique et l'art.

Toutefois, des enquêtes d'image récentes confirment que la chimie continue à souffrir d'une image négative. En somme, la chimie n'a pas la sympathie du public et pourtant, dans notre quotidien, et le plus souvent sans s'en rendre compte, chacun utilise une multitude de produits qui, sans la chimie, n'existeraient pas. Il y a, en effet, une différence énorme entre la perception et la réalité.

En effet, les produits chimiques suscitent des inquiétudes parmi le public : les effets à plus ou moins long terme des produits sur la santé animale et humaine, allergies, cancers, perturbation du système endocrinien, développement de l'embryon, exposition de populations sensibles (les enfants) sont régulièrement évoqués, pas toujours sur des bases scientifiques solides et sans que l'on mette en regard les progrès incontestables d'hygiène, de propreté, d'état sanitaire de la population et d'allongement de l'espérance de vie rendus possibles par les produits et synthèses chimiques.

Les crises récentes – vache folle, fièvre aphteuse – ne rassurent pas le public sur la capacité de décision à temps des responsables politiques et la dimension fortement émotionnelle des questions de santé publique ajoutée aux incertitudes propres à l'analyse de tout phénomène de long ou très long terme pousse certains à des approches radicales et à une interprétation extensive voire abusive du principe de précaution.

Ces préoccupations existent et l'industrie chimique se doit d'y répondre. C'est l'objet d'un volet important du programme *Responsible Care* ; la gestion responsable des produits (*Product Stewardship* en anglais) a deux aspects fondamentaux : la transmission des informations permettant d'utiliser les produits en toute sécurité à toutes les étapes de leur vie (stockage, transport, utilisation, recyclage, fin de vie) est une responsabilité environnementale tandis que le développement de produits plus efficaces, ayant moins d'impact sur l'environnement et de risques pour la santé tout au long de leur cycle de vie, est une responsabilité sociale. C'est aussi le sens de notre participation au débat lancé par la Commission européenne sur la stratégie pour les produits chimiques.

Le " Livre blanc " ou la future politique européenne dans le domaine des substances chimiques

Lancé en février 2001, le " Livre blanc " de la Commission européenne a jeté les bases d'une nouvelle réglementation visant à assurer un niveau de protection plus élevé de la santé et de l'environnement tout en gardant un fonctionnement efficace du marché intérieur, et en stimulant l'innovation et en assurant une industrie chimique compétitive.

Toutefois, au départ, les propositions s'attachent principalement au danger intrinsèque de la substance sans tenir compte du potentiel de maîtrise du danger, en d'autres mots, sans l'implication de la notion de " gestion du risque ".

Le nouveau dispositif réglementaire est basé sur le système REACH (*Registration – Evaluation – Authorisation of Chemicals*) par lequel chaque substance chimique, nouvelle ou existante, est soumise à une procédure réglementaire en trois étapes : enregistrement, évaluation et autorisation d'usage pour certaines substances présentant des risques élevés.

D'emblée, l'industrie chimique, à travers le Cefic, s'est montrée favorable aux objectifs du Livre blanc pour

autant que la nouvelle législation reste gérable et ne crée pas une bureaucratie excessive.

L'industrie a elle-même défini un projet pour la mise en œuvre du système REACH et a réalisé un test pilote en vraie grandeur sur une dizaine de produits. Trois pays et dix sociétés y ont participé. Ce test permet de faire des suggestions concrètes afin d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts de REACH. Nous avons communiqué les résultats à la Commission européenne.

Cette initiative est une illustration de la volonté de l'industrie chimique de contribuer d'une façon constructive à l'élaboration d'une réglementation efficace et gérable. Elle est le prolongement d'autres initiatives de l'industrie, tel le financement d'un programme de recherche sur les mécanismes d'impact des substances chimiques sur la santé et l'environnement (programme *Long range Research Initiative*, mené en coopération par le Cefic pour l'Europe, l'*American Chemistry Council* pour les USA et le *Japanese Chemical Industry Association* pour le Japon) ou la décision de réévaluer volontairement les caractéristiques et dangers de 1 000 substances représentant plus de 90 % de la production chimique mondiale (programme HPV mené également en coopération entre les trois grandes associations chimiques d'Europe, des USA et du Japon).

La chimie et les hommes

Consciente de son rôle incontournable pour une société plus propre et plus sûre et pour une économie européenne qui reste prospère et atteint l'objectif fixé par les chefs d'État à Lisbonne – "créer en Europe l'économie fondée sur la connaissance la plus innovante et la plus compétitive au monde" – la chimie européenne est également fortement consciente des attentes du public et déterminée à assumer ses responsabilités.

Tout le monde se souvient du problème soulevé par Malthus en 1798 lorsqu'il publia son *Essai sur la population*, dû à la différence de vitesse de

croissance entre la population et les ressources alimentaires et de la solution politiquement incorrecte qu'il proposait : empêcher les classes pauvres de procréer. Moins de gens se rappellent que l'industrie chimique a apporté la solution en reconnaissant que le problème était essentiellement l'insuffisance des mécanismes naturels à fournir une source d'azote assimilable par l'organisme humain pour synthétiser les acides aminés qui sont à la base de tous les phénomènes vitaux. Haber et Bosch ont ensuite développé le procédé permettant de briser la solide triple liaison du diazote atmosphérique disponible en quantités quasi illimitées pour en faire la matière première de la synthèse de l'ammoniac qui donnait accès aux engrais azotés synthétiques et permettait de remplacer le guano dont les gisements s'épuisaient. Ceci n'est qu'un exemple parmi bien d'autres...

L'industrie chimique doit améliorer sa perception par le public et les autorités et obtenir un cadre réglementaire qui ne compromette pas son développement. Par sa capacité d'innovation, sa compétence scientifique et technique, son importance économique (11 millions d'emplois directs dans le monde), son extension mondiale, cette industrie est l'un des acteurs clés qui peuvent et doivent contribuer à la concrétisation du développement durable. ■

Alain Perroy, 55 ans, directeur général du Cefic depuis le 1^{er} février 2000 est ancien élève de l'École polytechnique, promotion 1967, et de l'École nationale supérieure des Mines de Paris. Il est marié et a 4 enfants.

De 1989 à 1999, Alain Perroy a travaillé pour le Groupe Rhône-Poulenc où il a exercé les fonctions de "Group Vice-President Health, Safety and Environment" et aussi "Vice-President Total Quality Management".

Au début de sa carrière, Alain Perroy a travaillé au sein de l'administration française dans les directions régionales et centrales des ministères de l'Industrie et de l'Environnement, et au sein d'établissements publics sous tutelle de ces ministères. Il a notamment été directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la Région Île-de-France de 1983 à 1986 et directeur général adjoint de l'industrie au ministère de l'Industrie de 1987 à 1989 ; durant cette même période, il a exercé les fonctions de Commissaire à la Normalisation.

De 1997 à 2000, il a également été président du Conseil d'administration, de l'Assemblée générale et du Management Committee du CEN, le Comité européen de normalisation.